

De Gaulle et le mythe napoléonien

Sudhir HAZAREESINGH

La V^e République a cinquante ans. C'est l'occasion de s'interroger sur l'esprit de la Constitution de 1958. Pour Sudhir Hazareesingh, celle-ci doit beaucoup au bonapartisme qui hante l'imaginaire politique français. Cette fascination pour le Grand Homme explique en grande partie les relations ambiguës qu'entretient le peuple français avec la démocratie.

L'année 2008 marque un retour en force du bonapartisme dans la culture politique française, avec notamment un président de la République qui ne cesse de rappeler la tradition napoléonienne par sa conception et par sa pratique du pouvoir, et même parfois par ses références historiques. Cette renaissance du mythe napoléonien sera accentuée par deux anniversaires : le bicentenaire de la naissance de Louis Napoléon Bonaparte, et surtout le cinquantenaire de la fondation de la Ve République. Le retour au pouvoir du Général de Gaulle constitue l'un de ces « moments bonapartistes » qui ont régulièrement secoué le pays depuis le milieu du XIXe siècle, autant par sa principale conséquence diachronique, la création d'une monarchie républicaine sur le mode consulaire, que par sa problématisation par les acteurs et les témoins immédiats du drame de mai 1958. Ses adversaires (surtout à gauche) n'eurent de cesse, en effet, de décrire le Général comme un aventurier brumairien ; le *Coup d'Etat permanent* de François Mitterrand fixa pour longtemps ce paradigme dans l'imaginaire de la gauche française¹. De son côté, de Gaulle lui-même était hanté par le spectre du 2 Décembre, qu'il tenta de conjurer en affichant sa volonté de respecter scrupuleusement les formalités républicaines (notamment l'investiture au Parlement) et surtout par l'évocation explicite de la mémoire républicaine. Rappelons qu'au moment de la présentation de son nouveau projet constitutionnel au peuple français, le pouvoir gaulliste choisit un lieu (la place

¹ François Mitterrand, *Le coup d'état permanent*, Paris, Plon, 1964.

de la République) et surtout une date hautement symbolique : le 4 Septembre, anniversaire de la chute du Second Empire et du retour de la République, bientôt incarnée par Thiers, Gambetta et Jules Ferry.

Cinquante ans plus tard, entre cette vision d'un bonapartisme victorieux et celle d'une renaissance républicaine, la représentation gaullienne a (doublement) triomphé. La Ve République est plébiscitée par l'électorat, et c'est en tant que héros républicain que le Général est adulé, par la droite autant que par la gauche, par les historiens autant que par les pamphlétaires, et par l'opinion publique autant que par l'élite intellectuelle. Les adversaires d'antan rivalisent même de zèle pour reconnaître aujourd'hui les multiples qualités républicaines du Général, et de Gaulle est passé du statut d'avatar napoléonien à celui de mythe républicain. Il serait donc opportun, au moment où l'on célèbre les cinquante ans du régime fondé par le Général, de s'interroger sur l'élaboration et la signification profonde de ce mythe gaullien, et sur les rapports qu'il entretient avec les mythes dominants de la culture politique française.

Ironie de l'histoire, cette interrogation nous ramène directement à Napoléon, car l'Empereur fut l'inspireur et l'incarnation originale du mythe du Grand Homme. Entre Napoléon et de Gaulle, le parallélisme ne réside pas tant dans ce qu'ils accomplirent lorsqu'ils furent au pouvoir, que dans la manière dont les générations suivantes les ont imaginés et « représentés ». Car l'influence des Grands Hommes ne se mesure pas seulement aux « blocs de granit » qu'ils laissèrent derrière eux : pour Napoléon, le Code Civil, la structure administrative de l'Etat, les grandes victoires militaires et l'enracinement de l'œuvre de la Révolution française (sans oublier le numérotage pair-impair des maisons) ; pour de Gaulle, l'incarnation de la Résistance, la constitution de la Ve République, l'achèvement de la décolonisation, la politique étrangère hardie et novatrice. Au-delà de ces grandes réalisations, c'est leur postérité qui scelle leurs véritables triomphes ; c'est elle qui les transforma en personnages mythiques, en hommes de légende.

Plus que toute autre figure de l'histoire politique contemporaine, Napoléon et de Gaulle ont investi l'imaginaire collectif. En 1840, lors du retour des cendres, plus d'un million de Françaises et de Français vinrent rendre un dernier hommage à l'empereur. Il est encore aujourd'hui constamment l'objet d'ouvrages (historiques et de fiction), d'expositions, et de films ; il ne se passe pas un jour que l'on n'écrive sur lui. Quant à de Gaulle, chaque sondage confirme qu'il est l'homme politique le plus vénéré des Français. Ces deux hommes

ont donc symbolisé la grandeur, et pas seulement pour leur peuple : de Gaulle est aujourd'hui une figure universelle, comme l'était Napoléon au XIXe siècle (on rapporte à ce sujet des histoires très cocasses d'explorateurs français voyageant en Sibérie, en Amérique du Nord, en Amérique latine, et jusqu'à Madagascar, et auxquels les autochtones demandaient des nouvelles de l'Empereur Napoléon). L'un et l'autre ont marqué le calendrier politique et inspiré des rites particuliers (le 18 juin, le 15 août) et laissé des monuments à leur mémoire (imaginons Paris un instant sans les symboles napoléoniens que sont la coupole des Invalides, la colonne Vendôme et l'Arc de Triomphe ; et on ne compte plus le nombre de bourgades en France pourvues d'une avenue, d'une place, ou d'un lycée Charles-de-Gaulle). Tous deux ont donné corps à un véritable culte, presque comme pour une religion (Napoléon fut d'ailleurs vénéré comme un Dieu par ses soldats, et André Malraux comparait volontiers les gaullistes à un ordre religieux) ; et surtout ils ont fait rêver les artistes : la légende napoléonienne prit corps autour du romantisme, et les œuvres de Stendhal, Balzac et Hugo. De Gaulle a un peu moins inspiré les Muses, mais il y a une nette accélération dans la construction mythologique du personnage depuis le début du XXIe siècle : en témoigne le très grand succès des *Mémoires* de son fils l'Amiral Philippe², la prolifération de documentaires et de films sur la vie du Général (notamment, en 2005, l'excellent téléfilm de Benjamin Stora, *Le Grand Charles*), l'inauguration de la statue du Général sur l'Avenue des Champs-Élysées, et surtout l'ouverture prochaine du Mémorial de Gaulle à Colombey, prévu pour accueillir plus de 100 000 visiteurs par an. Enfin et surtout, notre vision et notre lexique politiques regorgent d'images et d'expressions napoléoniennes et gaulliennes : le débit prodigieux de métaphores napoléoniennes qui a suivi l'élection de Nicolas Sarkozy en est le témoignage le plus récent. De même, nous vomissons tous la IVe République aujourd'hui en grande partie en raison du succès de la propagande gaulliste, et de son identification au « régime des partis ». Maurice Agulhon l'a bien dit : si le mot « parti » a une connotation particulièrement péjorative en France, le mérite en revient largement au Général.

Arrêtons ici la démonstration : Napoléon et de Gaulle sont donc devenus, sans conteste, les deux figures qui ont le plus marqué l'imaginaire politique national depuis la Révolution. Nous voyons le monde à travers leurs yeux : nous partageons leurs amours et leur désespoirs, et nous vouons aux gémonies ce qu'ils rejettent. Ils ont acquis cette stature parce qu'ils sont parvenus à incarner le Grand Homme dans deux dimensions particulières. Ils

² Philippe de Gaulle, de Gaulle *Mon Père. Entretiens avec Michel Tauriac*, 2 tomes, Paris, Plon, 2003.

furent d'abord des hommes providentiels qui sauvèrent la patrie dans des circonstances pénibles (Napoléon arracha la Révolution à l'anarchie ; de Gaulle fut le sauveur de la France pendant l'occupation allemande et devint ensuite son « recours » en 1958). Mais ils furent aussi des pères fondateurs qui surent inspirer et fonder des ordres politiques durables. L'ossature de l'Etat napoléonien, fondé par le Premier Consul au début du XIXe siècle, est toujours bien visible aujourd'hui en France (on pourrait même dire qu'à certains égards, l'Etat n'a jamais été aussi puissant en France, car la haute fonction publique a complètement investi la politique), et la Ve République créée par de Gaulle en 1958 est indiscutablement le régime républicain le plus stable (et le moins contesté). Napoléon et De Gaulle ont aussi marqué l'imaginaire politique – et cela fait aussi partie du lot du Grand Homme – par l'extraordinaire gamme de sentiments négatifs qu'ils ont suscités : la crainte, l'hostilité, et bien entendu la haine. L'imaginaire politique est peuplé d'anges, mais aussi de démons, et peu d'hommes ont été aussi vilipendés que Napoléon et De Gaulle : l'Empereur fut l'objet d'une véritable légende noire, qui fit de lui un traître, un imposteur au sang étranger, voire un être satanique (et cela continue aujourd'hui : des ouvrages récents ont fait de lui un esclavagiste, un précurseur de la guerre totale et même de la Shoah) ; quant à de Gaulle, il fut haï par les gens de Vichy, puis par la gauche, puis par les petits blancs d'Algérie – et cette haine reste encore tenace aujourd'hui dans la mémoire des pieds-noirs, dont beaucoup ne pardonneront jamais au Général son discours d'Alger, où il leur asséna la phrase, aussi fameuse qu'ambiguë : « Je vous ai compris ».

Ici, marquons une pause et posons la question de manière plus générale : pourquoi la France reste-elle si éprise, si envoûtée par la figure du Grand Homme ? Que nous révèle cette fascination pour Napoléon et de Gaulle ? Cinq dimensions de la culture politique française méritent d'être soulignées à cet égard. En premier lieu, ce culte témoigne du poids du sentiment monarchique en France : ce pays a longtemps été non seulement un pays de monarchie, mais de monarchie absolue, et ce n'est donc pas un accident que la volonté révolutionnaire d'extirper le Roi du corps politique national n'ait pas abouti. En dépit de l'exécution de Louis XVI, la figure monarchique a rapidement resurgi, et de plus belle : d'abord avec Napoléon puis, plus récemment, avec de Gaulle. Ensuite, la France est un pays de culture catholique, et Napoléon et de Gaulle incarnent à merveille la figure du Père. Napoléon avait d'ailleurs fait rédiger un catéchisme à sa gloire, que les enfants devaient réciter pour le plus grand bonheur des Français. En ce qui concerne de Gaulle, la dimension paternelle revient constamment dans ses discours, dans la vénération qu'il inspirait autour de

lui (Jean-Bedel Bokassa l'appelait Papa), et surtout dans cette extraordinaire sortie en 1969, où il quitta le pouvoir après avoir perdu le référendum, ou, comme l'aurait dit Freud, après que les enfants eurent tué le père.

La tradition républicaine fournit une troisième dimension de la fascination française pour les Grands Hommes. La République, telle qu'elle s'est définie en France après la Révolution, avait voulu éliminer l'incarnation du pouvoir dans un seul homme, et célébrer les valeurs collectives : comme Rousseau l'avait démontré, la souveraineté ne pouvait résider que dans le peuple. Mais très vite les républicains se rendirent compte que la souveraineté devait être incarnée : c'est pour cela qu'ils investirent le Panthéon, l'Ecole Normale des Morts, selon l'heureuse expression de Mona Ozouf, et célébrèrent bientôt eux aussi le culte de Napoléon et de de Gaulle. Il y a d'ailleurs toute une tradition napoléonienne qui présente Bonaparte comme un « Empereur républicain », tout comme de Gaulle sera plus tard désigné comme un « monarque républicain » – une expression couramment utilisée aujourd'hui pour désigner le président de la République. Quatrième dimension que révèle cette fascination : le culte de la nation. Napoléon et de Gaulle sont des symboles d'un nationalisme très particulier, qui est le produit de la Révolution française : c'est un nationalisme civique, qui repose sur des principes et non sur le sang (Napoléon n'était d'ailleurs pas un Français « de souche »), et qui célèbre la grandeur et la vocation universelle de la France. Enfin, et peut-être surtout, la célébration de Napoléon et de de Gaulle témoigne du poids de la guerre dans la conscience collective française : depuis la Révolution jusqu'à la Guerre d'Algérie, presque chaque génération a connu la guerre – la guerre glorieuse, comme les premières victoires de Napoléon, mais aussi les guerres désastreuses et meurtrières, et surtout les défaites humiliantes, suivies d'occupations : 1815, 1870, 1940. Comment s'étonner, de ce point de vue, que les Grands Hommes français aient été surtout des guerriers ? Napoléon, dans la mémoire légendaire, reste le Dieu de la Guerre, et n'oublions pas que de Gaulle, avant d'être l'incarnation de la France Résistante, fut un valeureux combattant pendant la Grande Guerre, et que Clemenceau fut son idole.

Le culte du pouvoir charismatique et de l'Etat ; la politique comme religion civile ; l'affirmation de la souveraineté populaire ; la célébration de la grandeur nationale ; la mémoire héroïque de la guerre ; la suspicion à l'égard des partis et du parlement ; la prédominance de l'intérêt général sur les intérêts particuliers, et l'attrait permanent de l'homme providentiel... Il est tentant, derrière tous ces principes, et leur incarnation dans les

figures de Napoléon et de de Gaulle, de détecter la présence continue d'une forme politique qui a hanté la culture politique française depuis les débuts du XIXe siècle : le bonapartisme. L'imaginaire politique des Français, en plébiscitant hier la mémoire du commandant de la Grande Armée, et aujourd'hui celle du Général, ne serait-il donc qu'une expression idéalisée du bonapartisme ? La conclusion ne serait pas peu paradoxale : le bonapartisme est, après tout, le fossoyeur patenté de la République, non seulement le 18 Brumaire, mais aussi le 2 Décembre. On pourrait objecter que Napoléon et de Gaulle ne sont pas des adeptes des mêmes idéaux politiques ; plus particulièrement que de Gaulle fut un démocrate qui a consacré sa vie au rétablissement de la légalité républicaine – légalité allègrement foulée aux pieds par Bonaparte en 1799 puis par son neveu en 1851. Cette distinction entre de Gaulle et la tradition bonapartiste a été souvent martelée par les défenseurs de la mémoire du Général : Maurice Agulhon, récemment converti au mythe gaullien (comme toute la gauche), manifeste l'ardeur du néophyte en rejetant vigoureusement toute interprétation « bonapartiste » du gaullisme³. On a par ailleurs multiplié les contrastes entre les deux hommes, présentant Napoléon comme un optimiste des Lumières, et de Gaulle comme un lecteur pessimiste de Péguy et de Maurras ; Napoléon comme un homme doué d'une vision classique de l'Empire, et de Gaulle comme un décolonisateur ; Napoléon comme un amoureux éperdu de la guerre, et de Gaulle comme un homme d'Etat qui la déplorait (tout en reconnaissant qu'elle était nécessaire et inévitable). Et on rappelle souvent – en citant toujours la même phrase – que de Gaulle n'aimait guère Napoléon, qu'il accusait d'avoir ruiné la France par sa « vanité ». Enfin, comment ignorer le contraste, dans l'éthique personnelle des deux hommes, entre un Napoléon confondant l'Etat avec sa personne, plaçant sans vergogne ses frères et beaux-frères sur les trônes d'Europe, et un de Gaulle qui payait de sa poche sa note d'électricité à l'Elysée ?

Même si elle contient des éléments de vérité, cette idée d'une radicale distinction entre la légende napoléonienne et le mythe gaulliste doit être relativisée. Une telle rupture est en fait partie intégrante de la mythologie gaullienne, ayant pour but de mettre en valeur la « modernité » du Général, en contraste avec l'archaïsme de tout ce qui l'avait précédé. Car – soyons un peu provocateurs – à bien des égards le modernisme serait plutôt du côté de Napoléon. De Gaulle était une figure distante et il cultivait cette élévation régaliennne comme une condition nécessaire de son autorité, alors que Napoléon est toujours resté un être

³ Maurice Agulhon, de Gaulle: *histoire, symbole, mythe*, Paris, Hachette, 2000.

familier, intime (ses soldats le tutoyaient). Aujourd'hui, l'Empereur se coulerait à merveille dans le moule de la démocratie de proximité. Autre exemple : si nous admettons que la flexibilité est une vertu en politique, il est évident que Napoléon est un orfèvre, et de Gaulle un novice en la matière. De Gaulle, sur certaines questions fondamentales (le rôle de l'exécutif), est resté absolument rigide, alors que Napoléon fut l'opportuniste par excellence, jacobin pendant la Convention, républicain sous le Directoire, monarque républicain sous le Consulat, impérialiste sous l'Empire, jacobin sous les Cent-Jours, et démocrate à Sainte-Hélène. Le grand poète mauricien Malcolm de Chazal, dont un excellent recueil d'articles vient d'être édité à Paris, disait justement à propos de Napoléon que l'Empereur avait passé sa vie à « jouer la comédie »⁴. Plus important, le fossé philosophique entre les deux hommes est beaucoup moins profond qu'il n'y paraît. Car Napoléon est en fait un fils déçu des Lumières ; et de Gaulle, malgré son pessimisme maurassien, un volontariste déterminé, qui pensait que l'action individuelle pouvait influencer positivement sur la société. En fait, leurs sensibilités étaient convergentes : l'auteur préféré du Général était Chateaubriand, qui fut l'écrivain qui sut le mieux comprendre la dimension romantique et la complexité tragique du destin napoléonien. Et il y a une ironie dans le fait que Napoléon, qui parlait et écrivait si mal le français, ait tant fasciné les littéraires, alors que de Gaulle, qui avait une belle plume, les ait plutôt laissés indifférents.

De Gaulle démocrate républicain, Napoléon dictateur autoritaire ? Oui, volontiers. Mais n'oublions quand même pas que Napoléon tirait sa légitimité politique du peuple, et que ses plébiscites étaient des institutions complètement révolutionnaires pour l'époque (et perçus comme tels par ses adversaires monarchistes, qui n'eurent de cesse de dénoncer en lui un Robespierre à cheval). Et le retour du Général au pouvoir en Mai 1958 – comme vient de le démontrer l'ouvrage de Michel Winock⁵ – fut un coup d'Etat parfaitement exécuté, avec une belle manipulation des putschistes d'Alger par les sbires du Général (notamment Léon Delbecque). Pour le dire vite, l'autoritarisme de Napoléon se tempérait d'une réelle sensibilité démocratique, alors que le légalisme républicain du Général était caractérisé par un autoritarisme manifeste (le vieux jeu de mots mérite rappel : de Gaulle confondait souvent la volonté générale avec la volonté du Général). Et que dire du contraste qui ferait de Napoléon un belliciste enthousiaste, et de de Gaulle un homme hostile à la violence ? En réalité, la célébration de la force est indissociable des mythes napoléonien et gaulliste : dans le premier,

⁴ Malcolm de Chazal, *Comment devenir un génie? Chroniques*, Paris, Editions Philippe Rey, 2006.

⁵ Michel Winock, *13 Mai 1958: l'agonie de la IVe République*, Paris, Gallimard, 2006.

comme symbole de la valeur militaire, et dans le second, comme expression de la volonté collective du peuple résistant, qui, grâce à un tour de passe-passe bien gaullien, se transforme en peuple français tout court – d'où le mythe de la « France résistante », si longtemps martelé dans le discours gaulliste (et communiste). Que dire, enfin, des rapports entretenus par de Gaulle avec le personnage historique de Napoléon, sinon qu'une lecture plus subtile des écrits du Général (et surtout des *Mémoires* de l'Amiral Philippe) démontre clairement qu'il est resté fasciné par Napoléon toute sa vie, malgré ses réserves sur son penchant excessif pour la guerre ? Et rappelons ici que, contrairement au gouvernement français, qui refusa de commémorer officiellement l'anniversaire de la bataille d'Austerlitz en 2005, de Gaulle entendait bien marquer le bicentenaire de la naissance de Napoléon en 1969. Malheureusement, le Général quitta le pouvoir après sa défaite au référendum au printemps, et au lieu d'un magnifique discours de Malraux à Ajaccio, nous n'eûmes droit qu'à quelques platitudes pompidoliennes...

Quelques remarques en guise de conclusion. D'abord, pour bien situer la particularité (pour ne pas dire l'exceptionnalité) française : le poids de cet imaginaire napoléo-gaullien reflète avant tout les vicissitudes de l'histoire politique nationale depuis la Révolution, qui créa souvent les « conditions objectives » d'un appel à l'homme-recours. Mais cela ne signifie pas pour autant que les Français se jettent dans les bras du premier Boulanger venu. La liste des prétendants à l'iconisme politique est très longue, mais le succès n'est au rendez-vous que pour les véritables hommes d'exception qui ont su incarner ce mélange détonant d'homme providentiel, de réconciliateur, de défenseur de la grandeur nationale, et de transcendance de la condition individuelle. Surtout, il y a une dimension essentiellement républicaine dans les mythes napoléonien et gaullien : la représentation par un homme, au moment où les circonstances entravent son incarnation dans les institutions publiques (comme sous l'Occupation, ou encore la période 1815-1848), du principe de la souveraineté populaire. En ce sens, la légende napoléonienne « représente » bien plus que Napoléon et l'Empire, comme le mythe gaullien va considérablement au-delà du message politique du Général.

Deuxième remarque, sur la mémoire collective. On dit souvent – et il y a là une part de vérité indiscutable – que la France est fragmentée dans sa mémoire historique, et que ces divisions accentuent les clivages idéologiques qui ont séparé les différentes familles politiques : jacobins et bonapartistes, républicains et royalistes, démocrates et catholiques, gaullistes et communistes. Mais si notre hypothèse se confirme qu'une seule et même

mythologie dominante (se manifestant par l'entremise des cultes napoléonien et gaulliste) hante l'imaginaire politique, nous devrions nuancer notre propos sur les divisions de la mémoire collective. Ou plutôt, force serait de reconnaître qu'à côté de ces clivages mémoriels, de ces « batailles de la mémoire » dont on parle tant, il existe aussi des formes d'imaginaire politique qui font la synthèse entre les différents camps, et qui génèrent des éléments de convergence qui transcendent les lignes de partage traditionnels. C'est ce champ que nous essayons de défricher ici, et il est riche en possibilités, notamment sur le syncrétisme mémoriel de la tradition républicaine.

Ces éléments de convergence autour de Napoléon et de Charles de Gaulle symbolisent en même temps des zones d'ombre dans la conscience collective nationale. Prenons deux exemples. D'abord, la force de ce culte napoléo-gaullien souligne la remarquable fragilité de l'imaginaire démocratique en France, autant par l'absence de figures positives de la démocratie comme forme politique, que par le rapport pour le moins ambigu entretenu par Napoléon et de Gaulle eux-mêmes avec la démocratie – et, loin d'être contingente, cette ambiguïté est profondément ancrée dans la culture politique française. On peut exprimer cette ambiguïté dans une perspective historique : la démocratie en France est souvent le produit de débordements anti-constitutionnels, pour ne pas dire illibéraux. Mai 1958 en est un exemple frappant. Ensuite (autre manière de dire la même chose), la faiblesse relative du champ mythologique de la gauche française. Le dernier ouvrage de Bernard-Henri Lévy l'a opportunément rappelé⁶ : la mythologie de la gauche est essentiellement négative, quand elle n'est pas auto-destructrice. La convergence dans l'imaginaire national autour du Général de Gaulle et de Napoléon traduit ainsi un malaise – né autour des premières années de radicalisation de la Révolution française, et jamais vraiment dissipé depuis – de la gauche française face à la question de l'incarnation politique. Car si la souveraineté appartient au peuple collectivement, à quoi peut bien servir le chef, sinon à assouvir une ambition personnelle ? De Robespierre à Ségolène Royal, le dirigeant de la gauche est ainsi toujours apparu comme le traître (ou la sorcière) en puissance.

Enfin, cette aura, ce champ magnétique mythologique soulignent l'importance de la sensibilité pour notre compréhension du politique. Ce qui est intéressant pour l'historien des mythes napoléoniens et gaulliens, c'est la tension quasi-permanente qu'ils entretiennent entre

⁶ Bernard-Henri Lévy, *Ce grand cadavre à la renverse*, Paris, Grasset, 2007.

l'histoire et la mémoire, entre la reconstruction du vécu « réel » et la réinvention idéologique. Napoléon était un homme de guerre, mais sa légende en fit un homme de paix, un émancipateur des peuples, un penseur dont le fond du cœur était libéral. De Gaulle était un très fin politique, qui créa le premier grand mouvement partisan en France – mais son mythe le dépeignit comme un homme au-dessus des partis. Que le mythe soit historiquement faux est à la limite beaucoup moins intéressant que la force intellectuelle ou la charge émotionnelle ou affective qu'il véhicule ; c'est dans ces sphères que la « vérité » d'un mythe prend son essor. Par leur capacité à mobiliser des générations de Français dans un attachement à leurs personnes et aux idéaux de citoyenneté qu'ils incarnaient, les mythes populaires napoléoniens et gaulliens ont été remarquablement puissants – et créatifs. Car, tout en restant essentiellement le même, le mythe se réinvente constamment. Exemple saisissant de l'invocation de la figure gaullienne à des fins normatives et idéologiques nouvelles, le dernier ouvrage de Jacques Julliard, qui s'achève par la célébration du Général comme un « grand éducateur politique », qui aura su amener le peuple « à vouloir ce qui est son intérêt supérieur »⁷. Décidément, en cette année du cinquantenaire de la Ve République, le célèbre dicton de Malraux est plus que jamais d'actualité : tout le monde a été, est, ou sera gaulliste.

Aller plus loin :

Dans lavedesidees.fr, on lira la recension de l'ouvrage de Sudhir Hazareesingh, *La Saint Napoléon*, par Nicolas Delalande : <http://www.lavedesidees.fr/La-saint-Napoleon.html>

Deux autres recensions sont disponibles : dans la revue *Mouvement social* <http://mouvement-social.univ-paris1.fr/document.php?id=214>

et dans la *Revue d'histoire du XIXe siècle*
<http://rh19.revues.org/document1044.html>

Texte paru dans lavedesidees.fr, le 15 février 2008

© lavedesidees.fr

⁷ Jacques Julliard, *La Reine du Monde. Essai sur la démocratie d'opinion*, Paris, Flammarion, 2008, p. 126.